

Rosette GHOSSOUB

Université Saint Joseph de Beyrouth

LES QUATRE PRINCIPAUX PILIERS DE LA COMPÉTITIVITÉ POUR SOUTENIR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE LIBANAISE

Depuis le début de la guerre civile de 1975, le Liban a toujours été victime de turbulences politiques et de problèmes de gouvernance. Le taux de croissance a connu une série de pics et de creux sans jamais suivre une trajectoire stable. Selon les données du UN-statistics, les taux les plus marquants et significativement négatifs sont ceux de 1975 soit -30.3%, de 1976, -30.3%, de 1988, -28.2% et de 1989, -42.5%. En parallèle, les pics ont été atteints en 1977, soit 83.3%, en 1984, 44.5% et 1991 soit 38.2%. À partir de 1992, ces taux sont descendus en-dessous de 10%, exception faite pour l'année 2009 où le taux était de l'ordre de 10.1%, pour atteindre en 2016 1%. Suivant les données des comptes nationaux de la banque mondiale, ce taux est passé à 2% en 2017 et estimé aux alentours de 2% en 2018.

Après l'accord de Taef, supposé mettre fin à la guerre civile en 1990, plusieurs évènements sont venus perturber la scène politique libanaise : l'assassinat du premier ministre Rafiq El Hariri en 2005, la guerre de juillet 2006, l'afflux des réfugiés syriens depuis la guerre civile qui a débuté en 2011, la vacance présidentielle de 2014 à 2016 et finalement, la difficulté de constituer un gouvernement, depuis les élections législatives du 6 mai 2018. Tous ces facteurs ont eu des retombées négatives sur le pays.

L'indice de compétitivité mondiale (ICM) édition 2017-2018, calculé par le forum économique mondial, a placé le Liban en 105^{ème} position sur 137. Un recul de quatre places est souligné par rapport à l'édition 2016-2017. Il faut remarquer que plus une économie est compétitive, plus elle est apte à se développer rapidement. Cet indice est également révélateur du niveau de productivité essentielle à la prospérité du pays. Le niveau de productivité détermine quant à lui, le taux de rentabilité des investissements, élément déterminant de la croissance économique. L'ICM est calculé à partir d'une moyenne pondérée de plusieurs composants qui mesurent des aspects différents de la compétitivité. Le présent article ne retiendra que ceux qui font essentiellement faille au contexte libanais : l'environnement institutionnel, l'infrastructure, l'environnement macroéconomique et l'efficacité du marché du travail. En effet, le classement du Liban sur les 137 pays considérés, par rapport à ces 4 piliers, est respectivement 124, 113, 133 et 109.

L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL

L'environnement institutionnel relève de l'efficacité et du comportement des acteurs publics et privés. En l'occurrence, le Liban doit impérativement lutter contre la corruption des administrations publiques. Selon le « Transparency International », Il est classé 143/180, avec un score de 28/100, pour l'année 2017. Sachant que plus le score est faible, plus le pays est corrompu. En effet, la corruption est généralisée et touche essentiellement les administrations publiques. L'instabilité politique reste un terrain fertile qui l'alimente. Il faut, en l'occurrence, que les responsables politiques manifestent une volonté ferme pour y mettre un terme. La mise en place de structures d'intégrité et d'appartenance identitaire nationale est nécessaire pour neutraliser le pouvoir confessionnel et le clientélisme, facteurs ayant des répercussions négatives sur le système de gouvernance du pays.

L'INFRASTRUCTURE

Une infrastructure développée, efficace et de qualité est indispensable pour assurer le bon fonctionnement économique. Cette infrastructure englobe tous les modes de transport qui doivent être à même de faciliter la commercialisation des biens, en réduisant les coûts des activités commerciales. En parallèle, elle doit permettre aux travailleurs d'accéder à leurs emplois sans aucune entrave. Une bonne infrastructure favorise le commerce international et l'intégration dans les marchés mondiaux. Or, au Liban, ce secteur est à l'état rudimentaire, le transport public est anarchique, non réglementé et le réseau routier est mal entretenu : le problème de maintenance est patent. De plus, les interruptions fréquentes de l'approvisionnement en électricité affectent négativement le bon fonctionnement des entreprises et des usines. Une des principales préoccupations des autorités devrait être le développement d'infrastructures durables. Des études de faisabilité et de viabilité sont nécessaires pour sélectionner les projets les plus rentables. Elles doivent être fondées sur une bonne planification budgétaire afin de concilier les besoins et les sources de financement. Pour une meilleure crédibilité, les projets sélectionnés doivent respecter les normes internationales au niveau de l'émission de gaz à effet de serre et de la préservation de l'environnement naturel.

L'ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

L'instabilité macroéconomique peut affecter négativement l'économie d'un pays. Des déficits budgétaires prononcés, des services de la dette élevés, entravent la capacité d'un État à faire face aux cycles et aux perturbations économiques. Un environnement macroéconomique stable est une condition nécessaire pour une croissance durable. Selon les sources du ministère des finances, la dette publique brute à la fin de 2017 s'élève à 149% du PIB et la dette nette à 130%. Selon cette même source, la dette totale brute est en perpétuelle augmentation, elle est passée de 57,985 milliards de LBP en décembre 2005 à 124,970 milliards en juillet 2018. Une relance des exportations est nécessaire pour stimuler le secteur industriel et réduire la part du déficit budgétaire dans le PIB. Encourager, le marché porteur est aussi important, par le biais d'exonérations

fiscales et de subventions pour relancer la production. Ces mesures devraient être accompagnées, d'un accroissement des taxes sur les produits importés qui font concurrence aux produits locaux, notamment les produits alimentaires et textiles. Afin de réduire le déficit budgétaire, les recettes fiscales devraient alors être puisées des biens maritimes, des complexes balnéaires et des produits et propriétés de luxe. Encourager le partenariat public-privé dans les secteurs électrique et hydraulique est essentiel pour une gestion plus rationnelle et efficace. Toujours dans ce même cadre, il est impératif de gagner en autonomie par une exploitation des ressources naturelles qu'il faut stimuler, à travers une subvention accordée à la production d'énergie hydroélectrique, solaire et éolienne. Sur un autre plan, le secteur agricole devrait être au centre des préoccupations du gouvernement. Jusqu'à présent le soutien qui lui est accordé reste timide. Des prêts à faible taux devraient être alloués à l'agriculture, afin de développer l'utilisation des procédés et des technologies modernes pour rendre les produits plus concurrentiels à l'échelle régionale. Selon le rapport de McKinsey & Co en 2018, le Liban doit encourager la plantation de certaines drogues pour des fins curatives et thérapeutiques, à l'instar du Canada, pour aider la relance d'une économie en difficulté, sachant que les conditions climatiques sont favorables à leur développement.

L'EFFICACITÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans un contexte économique sain, non assujetti à des contraintes externes et des guerres frontalières, l'efficacité ainsi que la flexibilité du marché de l'emploi sont primordiales pour une allocation optimale du travail, au moindre coût. Cette flexibilité devrait tenir compte des fluctuations conjoncturelles sans provoquer des perturbations sociales. Un marché du travail efficient doit stimuler la productivité des employés et assurer une équité entre hommes et femmes. Ces facteurs ont des répercussions positives sur la performance des travailleurs et constituent un élément fondamental pour attirer et retenir les jeunes talents. Concernant le Liban, une rigidité prévaut au niveau de la réglementation du marché du travail : aucune politique d'emploi n'est mise en place pour faciliter l'intégration des jeunes, notamment les nouveaux diplômés. L'instabilité politique et économique qui sévit dans le pays, encourage la fuite des cerveaux,

ce qui se répercute négativement sur l'accumulation du capital humain qui est une source de croissance économique Lucas (1988). Les autorités devraient œuvrer dans le sens d'une meilleure adéquation entre les compétences acquises, dans le milieu universitaire et les exigences du marché. Des analyses sectorielles devraient être réalisées, ainsi que des études prospectives, permettant de repérer les besoins futurs de ce marché, dans le but d'une meilleure orientation des jeunes. Finalement, il est nécessaire de subventionner les secteurs productifs qui sont à l'origine de la création d'emplois, tout en encourageant les stages et la formation continue. Reste que le Liban subit les revers de la crise syrienne qui affecte directement ce marché. L'afflux massif des syriens depuis 2011 sur le territoire libanais, intégrant le travail informel, a évincé une grande part de la main-d'œuvre locale non qualifiée, accentuant ainsi le chômage des jeunes. Une réglementation est primordiale pour limiter l'ingérence de la force de travail étrangère.

BIBLIOGRAPHIE

Lucas, Robert E., Jr., "On the Mechanics of Economic Development," *Journal of Monetary Economics*, July 1988, 22:1, 3–4.

McKinsey Global Institute, *Outperformers: High growth emerging economies and the companies that propel them*, 2018.

Republic of Lebanon-Ministry of Finance, *General debt overview*, 2018, Ministry of Finance. 83 Street-Baabda, Lebanon <http://www.finance.gov.lb/en-/Finance/PublicDebt/PDTS/Documents/General%20Debt%20Overview%20Updated%20as%2031%20July%202018.pdf>, (consulté le 19.10.2018).

World Bank, *GDP growth*, 2018. Washington D.C., <https://data.worldbank.org/indicator/ny.gdp.mktp.kd.zg>, (consulté le 19.10.2018)

World Bank, *Unemployment, youth total*. ILO estimates, 2018. Washington D.C., <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS>, (consulté le 19.10.2018).

World Economic Forum, *The Global Competitiveness Report 2017–2018*, Basingstoke and New York: Palgrave Macmillan, en ligne : <http://www3.weforum.org/docs/GCR2017-2018/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2017%E2%80%932018.pdf>, (consulté le 15.10.2018).

United Nations Statistics Division, *National Accounts Main Aggregate Database, Country Profile-Lebanon*, 2018. United Nations, New York 10017, USA, <https://unstats.un.org/unsd/snaama/resCountry.asp>, (consulté le 15.10.2018).